

Licence 2 Droit - 2025/2026

DROIT EUROPEEN

Louis FEILHES

Maître de conférences en droit public

ClefEPI: EuropeLF2025

Bibliographie indicative

I/ Manuels et ouvrages généraux :

- M. BLANQUET, Droit général de l'Union européenne, Dalloz, Sirey, 11e éd., 2018.
- C. Blumann, Droit institutionnel de l'Union européenne, Lexis Nexis, 8^e éd., 2023.
- L. COUTRON, *Droit de l'Union européenne : institutions, sources, contentieux*, Dalloz, Mementos, 7° éd., 2024.
- C. LESCOT, Organisations européennes. Union européenne, Conseil de l'Europe et autres organisations, Bruylant, 26° éd., 2025.
 - F. MARTUCCI, Droit de l'Union européenne, Dalloz, HyperCours, 4e éd. 2025.
- F. SUDRE, La Convention européenne des droits de l'Homme, Que-sais-je?, 11^e éd., 2021.
- L. Burgorgue-Larsen, La Convention européenne des droits de l'homme, LGDJ, 4^e éd., 2024.
 - E. DUBOUT, Droit constitutionnel de l'Union européenne, Bruylant, 2^e ed., 2023.
 - G. MARTI, Les grandes notions du droit de l'Union européenne, PUF, 2023.
 - C. SANTULLI, Introduction au droit européen. Organisations et principes, LGDJ, 3º éd., 2024.
 - F. SUDRE et al., Droit européen et international des droits de l'homme, PUF, 17e éd., 2025.
- C. BLUMANN, L. DUBOUIS et N. RUBIO, *Droit matériel de l'Union européenne*, LGDJ, 9e éd., 2024.
 - F. MARTUCCI, Droit du marché intérieur, PUF, 2021.

F. PICOD (dir.), Guide de droit européen des affaires, LexisNexis, 2021.

II/ Principales revues et encyclopédies de droit de l'Union européenne :

Revue trimestrielle de droit européen (RTDE) – en ligne sur Dalloz et StradaLex.

Cahiers de droit européen (CDE) – en ligne sur StradaLex.

Revue des affaires européennes (RAE) – en ligne sur StradaLex.

Annuaire de droit européen (ADE) – en ligne sur Cairn.

Revue de l'Union européenne (Rev. UE – anciennement Revue du marché commun [RMC]) – en ligne sur Dalloz et StradaLex.

Europe – en ligne sur LexisNexis.

Common Market Law Review (CMLR) – en ligne sur HeinOnline Kluwer Law (accessible par Cujas) – pour ne citer que cette revue emblématique.

Juris Classeur Europe Traité (JCl) et les synthèses – en ligne sur Lexis Nexis.

Répertoire de droit européen – en ligne sur Dalloz.

III/ Bases de données officielles en ligne

<u>EUR-Lex</u> – le site offrant l'accès au journal officiel de l'UE ainsi qu'à des synthèses thématiques.

<u>Curia</u> – le site de la Cour de justice de l'Union européenne pour un accès à la jurisprudence.

<u>HUDOC</u> – le site de la Cour européenne des droits de l'Homme pour un accès à la jurisprudence.

Plan du cours

Introduction: L'émergence des deux droits européens

PARTIE 1: LE CONSEIL DE L'EUROPE ET LA CEDH

TITRE 1 : LE DROIT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Chapitre 1: La structure institutionnelle

Section 1 : La participation des États au Conseil de l'Europe

§1 : L'accès au Conseil de l'Europe

§2 : Le retrait du Conseil de l'Europe

Section 2 : Les organes du Conseil de l'Europe

§1 : Le Comité des ministres

§2 : L'Assemblée parlementaire

Chapitre 2 : Le système juridique du Conseil de l'Europe

Section 1 : Le statut du droit conventionnel du Conseil de l'Europe

Section 2: Les principales conventions

- §1: La Convention d'Oviedo sur la bioéthique
- §2 : La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires
- §3 : La Charte européenne de l'autonomie locale
- §4 : La Charte sociale européenne
- §5: La Convention d'Istanbul

TITRE 2: LE DROIT DE LA CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME (EDH)

Chapitre 1 : Le contenu de la Convention EDH

Section 1 : La dimension matérielle : les droits fondamentaux de la personne humaine

§1: Les droits garantis

A. Les droits "originels"

- 1. L'intégrité physique de toute personne
- 2. Les droits "de prééminence du droit"
- 3. La vie privée et familiale
- 4. Les libertés politiques
- 5. La non-discrimination

B. Les droits adjoints par les protocoles additionnels

§2 : Les aménagements à la protection des droits

A. L'admission de dérogations à la protection

- 1. Les dérogations en temps normal
- 2. Les dérogations liées aux circonstances exceptionnelles

B. L'interdiction de l'abus de droit

Section 2 : La dimension institutionnelle : la Cour européenne des droits de l'Homme

§1 : L'office de la Cour EDH

A. La composition et le fonctionnement de la Cour EDH

B. L'accès à la Cour EDH

- 1. La voie normale : la requête individuelle
- 2. La voie exceptionnelle : l'avis consultatif du Protocole 16

§2 : Le contrôle de la Cour EDH

A. La méthode de contrôle de la Cour EDH

- 1. L'identification d'une ingérence de l'État
- 2. La vérification d'une ingérence justifiable

B. Les arrêts de la Cour EDH

- 1. La rédaction des arrêts
- 2. La portée des arrêts

Chapitre 2 : Les dispositifs garantissant l'effectivité de la Convention

Section 1 : Les spécificités du droit de la Convention européenne

- §1 : L'applicabilité directe de la Convention et la protection subsidiaire
 - A. L'applicabilité directe : l'invocabilité de la Convention devant les autorités nationales
 - B. La protection subsidiaire : l'obligation de résultat de l'État
- §2 : Les techniques d'interprétation de la Cour EDH
 - A. L'interprétation dynamique des droits
 - B. La théorie d'obligations positives
 - C. L'objectivisation du contrôle
 - D. La notion de marge nationale d'appréciation

Section 2 : Des illustrations récentes

- §1 : Sur l'intégrité des personnes
- §2 : Sur la protection de la vie privée et familiale
- §3 : Sur la liberté de religion
- §4 : Sur la liberté d'expression

PARTIE 2: LE DROIT DE L'UNION EUROPEENNE

TITRE 1: LA CONSTRUCTION DE L'UNION EUROPEENNE

Chapitre 1 : L'instauration des Communautés européennes

Section 1 : Les premières communautés européennes

- §1 : La Communauté européenne du Charbon et de l'Acier
 - A. La structure institutionnelle
 - B. Les principaux dispositifs matériels
- §2 : L'échec de la Communauté Européenne de Défense
- §3 : La Communauté européenne de l'Energie Atomique

Section 2 : La Communauté économique européenne

- §1 : Le traité de Rome
 - A. La structure institutionnelle
 - B. Les principaux dispositifs matériels
- §2 : L'adaptation de la CEE
 - A. Les évolutions ponctuelles successives de la CEE
 - 1. Sur le droit institutionnel
 - 2. Sur le droit matériel
 - B. L'adoption de l'Acte Unique Européen

Chapitre 2 : L'avènement de l'Union européenne

Section 1 : Les traités établissant l'Union européenne

§1 : L'établissement de l'Union européenne

A. Le traité de Maastricht

- 1. Sur le droit institutionnel
- 2. Sur le droit matériel

B. Les traités d'Amsterdam et de Nice

- 1. Les apports du traité d'Amsterdam
- 2. Les insuffisances du traité de Nice

§2 : La refonte partielle de l'Union européenne

A. L'échec du traité établissant une Constitution pour l'Europe

B. La rationalisation du traité de Lisbonne

- 1. Sur le droit institutionnel
- 2. Sur le droit matériel

Section 2 : L'Union européenne depuis le traité de Lisbonne

TITRE 2 : LE CADRE CONSTITUTIONNEL DE L'UNION EUROPEENNE

Chapitre 1 : Les caractéristiques de l'Union européenne

Section 1 : L'ambivalence de l'Union européenne

A. Une entité dite « sui generis »

- 1. L'essence insaisissable de l'Union européenne
 - a. La dichotomie entre confédération et fédération
 - b. L'aporie de l'identité de l'Union européenne
- 2. Une autonomie de fonctionnement limitée
 - a. L'autonomie institutionnelle et humaine de l'Union européenne
 - b. L'autonomie financière de l'Union européenne

B. Les traits spécifiques de l'ordre juridique de l'Union

- 1. Un système normatif propre à l'Union européenne
 - a. La distinction entre le droit primaire et le droit dérivé
 - b. L'établissement d'une hiérarchie des normes propre à l'Union européenne
- 2. Le principe cardinal d'autonomie de l'ordre juridique de l'Union
 - a. L'affirmation du principe d'autonomie
 - b. La portée du principe d'autonomie

Section 2: Un système « intégratif »

§1: Une union d'États

A. L'acquisition et la perte du statut d'État membre

- 1. L'adhésion à l'Union européenne
- 2. La « sortie » de l'Union européenne

B. La portée du statut d'État membre

- 1. Les droits et garantis
- 2. Les obligations
 - a. Le respect des valeurs de l'Union européenne
 - b. Les autres obligations

§2: Une union d'individus

A. Des individus directement titulaires de droits

- 1. La doctrine de l'effet direct
- 2. La diversification des personnes titulaires de droit

B. Des individus investis d'un statut de « citoyen européen »

- 1. Les droits politiques du citoyen européenne
- 2. La liberté de circulation du citoyen européen

Chapitre 2 : La structure institutionnelle de l'Union européenne

Section 1 : Les institutions de l'Union européenne

A. Les institutions « politiques »

- 1. Les institutions de type intergouvernemental
 - a. Le Conseil européen
 - b. Le Conseil de l'Union européenne
- 2. Les institutions de type supranational
 - a. Le Parlement européen
 - b. La Commission européenne

B. Les institutions « techniques »

- 1. Les autorités spécialisées
 - a. Les institutions établies par les traités
 - b. Les « agences européennes »
- 2. Les juridictions de l'Union européenne

Section 2 : Les interactions entre les institutions européennes

A. L'exercice des fonctions législatives et exécutives

- 1. Les procédures législatives
 - a. Le monopole de l'initiative à la Commission
 - b. L'adoption par les législateurs
- 2. Les procédures liées à un "exécutif" européen
 - a. L'exécution du droit de l'Union
 - b. La représentation internationale de l'Union

B. La politisation de la vie institutionnelle de l'Union européenne

- 1. Des mécanismes d'un système constitutionnel parlementaire
- 2. Une démocratisation perfectible de l'Union européenne
 - a. Sur la démocratie représentative
 - b. Sur la démocratie "directe" : l'Initiative citoyenne européenne

TITRE 3: LES COMPETENCES DE L'UNION EUROPEENNE

Chapitre 1 : L'encadrement juridique des compétences

Section 1 : Le principe d'une délimitation des compétences

§1 : Les catégories de compétences de l'Union

A. Les compétences de "droit dur"

- 1. Les compétences exclusives
- 2. Les compétences partagées

B. Les compétences de "droit souple"

- 1. Les compétences d'appui, de coordination ou complémentaire
- 2. La coordination des politiques économiques des États membres
- §2 : Les limites à l'exercice des compétences
 - A. Le principe de subsidiarité
 - B. Le principe de proportionnalité

Section 2 : La malléabilité de l'exercice des compétences de l'Union

- §1: Les techniques jurisprudentielles
 - A. La théorie des « compétentes impliquées »
 - B. Le contentieux de la base légale
- §2 : Les souplesses permises par les traités
 - A. Les révisions des traités
 - B. La clause de flexibilité de l'article 352 TFUE

Chapitre 2 : Le contenu matériel des compétences

Section 1 : Les compétences d'ordre économique

A. Le droit du marché intérieur

- 1. Les libertés de circulation
 - a. La libre circulation des marchandises
 - b. La libre circulation des personnes
- 2. Le droit de la concurrence
 - a. L'interdiction des pratiques anti-concurrentielles des entreprises
 - b. La régulation des aides d'État

B. Les politiques européennes à finalité économique

- 1. Les politiques originelles
 - a. La Politique Agricole Commune
 - b. La politique commerciale commune
- 2. Les politiques récentes
 - a. La politique monétaire
 - b. La protection des consommateurs

Section 2 : Les compétences détachées d'enjeux économiques

§1 : Les compétences "régaliennes"

- A. La Politique Étrangère et de Sécurité Commune (PESC)
- B. L'Espace de Liberté, de Sécurité, de Liberté et de Justice (ELSJ)
- $\S 2:$ Les politiques sectorielles
 - A. La politique environnementale et sanitaire
 - B. La politique sociale